Actualité famille luridique famille

Séparation des couples non mariés et logement d'habitation

Séparation parentale et allégations d'abus sexuels sur l'enfant : pour aller plus loin

DA

Effet rétroactif de la suppression d'une pension alimentaire

Procédure et déclaration sur l'honneur de l'article 271, alinéa 2, du code civil : quelles obligations pour le juge?

La coïncidence entre la cohabitation et la conception ne permet pas de rétablir la présomption de paternité

Quels sont les pouvoirs du légataire à titre universel avant la délivrance de son legs?

Comité scientifique		
isabelle Chaussade, Juge pour enfants au Tribunal pour enfants de Paris	ÉDITORIAL 1	159
Pierre-Jean Claux Notaire		
Danièle Ganancia Magistrat	ACTUALITÉS 1	162
Frédérique Granet,		
Professeur à la faculté de droit de Strasbourg	DOSSIER 1	164
Claude Lienhard, Avocat, Professeur des Universités	Séparation des couples non mariés et logement d'habitation	
31-35 rue Froidevaux	La séparation d'un couple de concubins ayant acheté ensemble un bien immobilier : morceaux choisis	164
75685 Paris Cedex 14 Tél. rédaction 01 40 64 53 13	PACS et concubinage : les nouveaux couples face	
Fax: 01 40 64 54 66	aux baux d'habitation	170
E-mail : ajfamille@dalloz.fr		
PRÉSIDENT DIRECTEUR GÉNÉRAL DIRECTEUR DE LA PUBLICATION Charles Vallée	Le sort du logement commun en cas de séparation du couple non marié : éléments de droit comparé	174
	PRATIQUES	177
DIRECTEUR GÉNÉRAL Philippe Chagnon	Séparation parentale et allégations	
RÉDACTION	d'abus sexuels sur l'enfant : pour aller plus foin	177
Directeur éditorial		
Philippe Weiss		
Rédactrice en chef	JURISPRUDENCE 1	178
Marie-Ève Charbonnier		
	ALIMENTS	
Rédacteurs Sophie Deis-Beauquesne	the company indicions finance and area alimentains	
Stéphane David	Un contrat judiciaire fixant une créance alimentaire ne permet pas le recours à la procédure de paiement direct	470
Assistante d'édition	Cass. 1re civ., 7 mars 2002	178
locelyne Londero	Effet rétroactif de la suppression d'une pension alimentaire Cass. 1re civ., 19 mars 2002	178
ABONNEMENT, MARKETING, PUBLICITÉ Nathalie Thouny	L'application de la règle « aliments ne s'arréragent pas »	
Chef de produit : Corinne Ménager Abonnements. Relations clients : Yvette Nay	au recours direct des établissements publics de santé CA Paris (1re ch. G), 6 mars 2002	179
	CA Fails (The Cit. G), 6 mais 2002	1/9
Revue mensuelle (11 numéros par an) 3P 150, 94208 lvry-sur-Seine Cedex		
Tél : 0 820 800 017	DIVORCE	
Fax : 01 40 64 89 92	# L'époux musulman de nationalité française	
Prix de l'abonnement (1 an)	ne peut répudier son épouse	
France : 135 € TTC (885,54 F TTC)	Cass. 2e civ., 14 mars 2002	179
Étranger : 151 € TTC (990,50 F TTC)	▶ Procédure et déclaration sur l'honneur de l'article 271,	
Prix au numéro : 15 € TTC (98,39 F TTC)	afinéa 2, du code civil : quelles obligations pour le juge?	
\$\$N 1630 - 2206	Cass. 2e civ., 28 mars 2002	180
n* CPPAP 1003 k 8976	Prestation compensatoire : le cumul entre le capital	
mprimerie Chirat 42540 Saint-Just-la-Pendue EDITIONS DALLOZ	et une rente est (évidemment) impossible	
Société anonyme au capital de 3 956 040 euros		181
Siège social : 31-35 rue Froidevaux – Paris 14°	Le créancier de la prestation compensatoire se heurte	
RCS Paris 572 195 550 - Siret 572 195 550 00098	aux règles contraignantes du droit des procédures collectives	404
Code APE : 221 A	CA Paris (24e ch. A), 13 févr. 2002	181
TVA : FR 69 572 195 550	Divorce pour faute : des courriers envoyés à l'avocat	
a reproduction, même partielle,	ne peuvent servir de preuve des fautes d'un époux	
de tout élément publié dans la revue est înterdite.	CA Bourges (ch. civ.), 19 déc. 2001	182

		Rupture
FILIATION		Logement d'habitationp. 164 (dossier)
La coïncidence entre la cohabitation et la conception		DIVORCE
ne permet pas de rétablir la présomption de paternité		Divorce pour faute
CA Paris (1re ch.), 21 févr. 2002	183	Preuve p. 182
CA Fails (Tie Cit.), 21 1691. 2002		Prestation compensatoire
		V. ce mot
LIBÉRALITÉS		Répudiation
Découverte d'un chèque au profit d'un tiers		Convention franco-marocaine du 10 août 1981p. 179
après le décès de la donatrice : la donation est-elle valable?		DONATION
Cass. 1re civ., 3 avr. 2002	183	Don manuel par chèque
		Validité
		i ·
MINEURS		FILIATION LÉGITIME
Action en nullité contre une transaction faite au nom du mineur		Présomption de paternité
ou comment tenter l'impossible	Cohabitation (élément insuffisant) p. 183	
Cass. 1re civ., 5 mars 2002	184	INDIVISION
Cass. 116 Civ., 5 mais 2002	104	Cession de droits indivis
		Notification (vice de forme) p. 185
RÉGIMES MATRIMONIAUX		Indivision de nature familiale
1		Attribution préférentielle p. 189
La clause de style relative à l'acquittement des charges du mariage		OBLIGATION ALIMENTAIRE
ne concerne pas l'impôt sur le revenu		Recours des établissements publics de santé
Cass. 1re civ., 19 mars 2002	185	Règle « aliments
		ne s'arréragent pas » p. 179
SUCCESSIONS		MINEURS
20CCE33IQN3		Administration légale
Vice de forme de la notification prévue à l'article 815-14		Action en nullité - Point de départ
du code civil : un grief doit-il être démontré?		de la prescription p. 184
Cass. 2e civ., 5 mars 2002	185	Allégation d'abus sexuels sur mineurs
		Séparation parentale p. 177 (pratiques)
Acceptation tacite et ignorance de l'acceptant :		PACS
un nouvel arrêt		Rupture
Cass. 1re civ., 5 mars 2002	186	Logement d'habitationp. 164 (dossier)
Quels sont les pouvoirs du légataire à titre universel		PENSION ALIMENTAIRE
avant la délivrance de son legs?		Jugement de donné acte
Cass. 1re civ., 5 mars 2002	186	Paiement direct (non)p. 178
		Révision
Droits de succession : restitution de l'acompte versé en raison		Date d'effet p. 178
de la contestation de la qualité de légataire		PRESTATION COMPENSATOIRE
CA Paris (1re ch. B), 14 mars 2002	187	Déclaration sur l'honneur
La convention stipulant le remboursement de la dette		Absence (sanction) p. 180
au décès du dernier débiteur ou de ses cautions		Forme
n'est pas un pacte sur succession future prohibé		Non-cumul d'une rente
Cass. 1re civ., 3 avr. 2002	188	et d'un capital p. 181
		Redressement judiciaire
L'attribution préférentielle de l'exploitation familiale		Absence de déclaration -
toujours refusée à la branche collatérale		Extinction de la créance p. 181
Cass. 1re civ., 3 avr. 2002	189	RÉGIMES MATRIMONIAUX
		Séparation de biens
		Impôt sur le revenu
DONNÉES CHIFFRÉES 1	90	(charge personnelle)p. 185
	. ——	SUCCESSIONS
Chiffres utiles	190	Acceptation tacite
Prestations - Aliments	192	Vente des droits indivis p. 186
Liestanous - Williams	174	Indivision
		1
		V. ce mot
Ce numero contient un encart « abonnement		Legs à titre universe!
à l'AJ famille » broché non folioté de quatre		Vente de biens indivis - Défaut d'autorisation p. 186 · ·
pages placé entre la couverture et les pages		Proit de mutation à titre gratuit p. 187

CONCUBINAGE

Défaut d'autorisationp. 186 ** Droit de mutation à titre gratuit . p. 187

Pacte sur succession future p. 188 @ 🙉 💐

ु ४५**। दे**

159 et 194.